



**Jour  
J-131**

**REFORME DES FINANCES PUBLIQUES**

**Basculement du Budget des  
moyens au Budget-Programme**

# **BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF**

**22/08/2019**

JEUX DE HASARD

**Des réalisations de plus de 85  
milliards fca exécutées au 30  
juin 2019**

CAMPAGNE 2019-2020 / ACHAT DE CACAO  
**La date limite de demande  
d'agrément prorogée  
au 30 août** P6

DÉPENSES PUBLIQUES / SELON ECOFIN

P3

**La Côte d'Ivoire, le Rwanda et le Cameroun  
"sont plus à même de résister à des chocs"**

P4

REPORTAGE / DEUXIÈME PÉRIODE DES VENTES SOLDES

**Des réductions de 90% dans certains magasins**

RENOUVELLEMENT DES ORGANES DU BURIDA

P4

**L'élection des membres des collèges de l'assemblée générale a eu lieu hier**

SANTÉ PUBLIQUE / ALERTE !

P7

**Une mystérieuse maladie fait des ravages dans le nord**

Déjà plus de 30 morts enregistrés





Le Conseil de Régulation, de Stabilisation et de Développement de la Filière Café-Cacao

## **COMMUNIQUE AGREMENT ACHETEURS**

### **CAMPAGNE 2019-2020**

Le Conseil de Régulation, de Stabilisation et de Développement de la filière Café-Cacao en abrégé « Le Conseil du café-Cacao » informe les opérateurs économiques désireux d'exercer en qualité d'acheteur de café/cacao au titre de la campagne 2019-2020, que la date limite du dépôt des dossiers de demande d'agrément **initialement prévue pour le Mercredi 14 Août 2019 est reportée au Vendredi 30 Août 2019.**

**Passé ce délai aucun dossier ne sera reçu et traité.**

La liste des pièces à fournir est disponible sur le Site : [www.conseilcafecacao.ci](http://www.conseilcafecacao.ci) auprès des Délégations Régionales (Abidjan, Abengourou, Aboisso, Adzopé/Agboville, Bongouanou, Daloa, Divo, Duékoué, Gagnoa, Man, Soubré, San-Pédro, Yamoussoukro) et à l'immeuble CAISTAB au 18<sup>ème</sup> étage.

La procédure initiale reste inchangée.

1. Identification préalable des acheteurs, de leurs pisteurs, de leurs installations et équipements **par les Délégués Régionaux du Conseil café-Cacao en collaboration avec le CDS ;**
2. Frais unique par dossier de demande d'agrément fixé à 100 000 F CFA et payable aux guichets de la banque ECOBANK sur le compte :  
**CI059 01001 121207317305 02 ;**
3. Le dépôt du dossier complet de demande d'agrément (documents + bordereau de versement ECOBANK) se fera au siège du Conseil du Café-Cacao, sis à l'immeuble CAISTAB - 18<sup>ème</sup> étage porte 18.08, aux jours ouvrés de 7 h 30 à 12 h 30 et de 14h à 16h.

**Seuls les dossiers complets seront réceptionnés et traités.**

A compter du 01 Octobre 2019, seuls les opérateurs agréés pourront exercer leurs activités.

Pour toute information complémentaire, contacter Le Conseil du Café-Cacao aux numéros suivants :

- Téléphone : 20 20 27 95

**La Direction Générale**

DÉPENSES PUBLIQUES / SELON ECOFIN

# La Côte d'Ivoire, le Rwanda et le Cameroun "sont plus à même de résister à des chocs"

Les personnes qui accusent la Côte d'Ivoire de trop s'endetter sont dans le faux. Un communiqué rendu public par l'Agence Ecofin, dit plutôt autre chose. Selon cette agence d'information économique africaine, créée en décembre 2010, basée à Yaoundé et à Genève et qui rassemble une équipe de journalistes et d'experts, spécialisés dans les principaux secteurs afri-

cains de l'économie, la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Rwanda sont les pays d'Afrique subsaharienne qui affichent la plus grande capacité d'ajustement de leurs dépenses publiques, en cas d'un nouveau choc extérieur.

« Le Rwanda, le Cameroun et la Côte d'Ivoire bénéficient de la plus grande flexibilité en matière de dépenses, reflétant les niveaux éle-

vés de dépenses en capital et le caractère concessionnel de la dette (qui contient des intérêts débiteurs) », peut-on lire dans l'analyse récente faite par Moody's. L'agence de notation explique, par ailleurs, que les engagements de dépenses publiques pris par les certains Etats qu'elle suit en Afrique subsaharienne, ne sont pas à l'abri d'un nouveau choc, dans un



La Côte d'Ivoire n'a pas trop d'engagements contraignants dans la structure de ses dépenses publiques grâce à l'expertise du Président Ouattara. (Ph. DR)

contexte économique international qui souffre d'un certain nombre de défis. Une solution utilisée par plusieurs de ces pays, a été de supprimer certaines dépenses publiques, fait-elle savoir. Toutefois, cette flexibilité n'est pas évidente pour l'ensemble des pays. Le Cameroun, le Rwanda et la Côte d'Ivoire semblent être capables de mieux s'en sortir, car ils n'ont pas trop d'engagements contraignants dans la structure de leurs dépenses

publiques. Tel n'est pas le cas pour la Namibie, ou encore le Nigeria et le Ghana qui n'ont pas les mêmes possibilités, et tout nouveau choc leur serait difficile à absorber. L'agence Ecofin est une agence d'information économique africaine, créée en décembre 2010, basée à Yaoundé et à Genève. Elle rassemble une équipe de journalistes et d'experts, spécialisés dans les principaux secteurs africains de l'économie. **Sercom**

**AGENCE AGITEL - FORMATION**  
Pour la Mondialisation de votre Formation!

**RENTREES ACADÉMIQUES 2019-2020**

**S'INSCRIRE A AGITEL-FORMATION, C'EST MAINTENANT !**

**DEBUT DES COURS**  
DTS 2 / BTS 2: 07 Octobre  
DTS 1 / BTS 1: 21 Octobre  
LICENCE / MASTER: 21 Octobre

**Nombre de places limitées**

Accréditations - Adhérents & Partenaires Internationaux

Campus AGITEL Riviera Palmiera: 22 47 83 03 / 22 47 92 12 / 22 47 61 35

**LA VRAIE GRANDE ECOLE**  
CELLE QUI VOIT GRAND POUR SON AVENIR!

MAROC/MOHAMMED VI :

# "Nous aspirons à un modèle de développement authentiquement marocain"

Formation, monde rural et classe moyenne étalent au centre du discours prononcé mardi 20 août par le roi Mohammed VI, à l'occasion du 66e anniversaire de la Révolution du roi et du peuple.

Début août, le Palais avait fait savoir, via un communiqué du Ministère de la maison royale, que le roi Mohammed VI, qui fête ses 56 ans ce 21 août, « a donné l'ordre de ne plus organiser, à partir de cette année, la cérémonie officielle de célébration de l'anniversaire du Souverain ». Le chef de l'État n'en a pas moins prononcé un discours la veille, à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution du roi et du peuple – commémorant le soulèvement populaire, en 1953, contre l'éviction du trône par les autorités françaises du sultan Mohammed Ben Youssef, futur Mohammed V.

Mardi, l'actuel monarque, petit-fils de ce dernier, a de nouveau insisté sur la nécessité de se doter d'un nouveau modèle de développement. Un sujet qui lui tient à cœur : en octobre 2018, devant le Parlement, il réclama l'ouverture d'une réflexion « d'envergure nationale », le modèle marocain ne permettant plus, selon lui, « de répondre aux demandes et aux besoins croissants des citoyens ni de réduire les inégalités sociales et les disparités spatiales ».

Mohammed VI a explicité quelques pistes. Il a notamment insisté sur « la centralité de la classe moyenne dans le corps social, [dont] il convient de préserver les fondements et les res-



sources, en réunissant les conditions favorables à sa consolidation et à son élargissement, en ouvrant des perspectives de promotion à partir de et vers elle ».

**Encourager l'initiative privée**

Surtout, Mohammed VI a parlé de « la promotion du monde rural ». Après

avoir loué « l'ambitieux Programme national de réduction des disparités en milieu rural, auquel ont été alloués environ cinquante milliards de dirhams [4,7 milliards d'euros] pour la période 2016-2022 », il a estimé qu'il convenait d'encourager « l'initiative privée et l'auto-emploi ». « L'action publique doit être renforcée

par des initiatives et des projets privés, à même d'imprimer un dynamisme nouveau à l'investissement agricole, aux filières professionnelles et aux services connexes, notamment en milieu rural », a-t-il ajouté. En 2018, le roi avait déjà appelé à la création d'une « classe moyenne agricole ». Mohammed VI a aussi mis l'accent sur l'exploitation de « toutes les potentialités du monde rural, avec, en priorité, les terres sousséniennes ». Une allusion à une réforme récente, d'ailleurs saluée la veille par Ivanka Trump, la fille du président américain. Cette dernière s'est réjoui de l'avancée des droits de succession des femmes sur les terres sousséniennes (tribales) du royaume.

La loi 62-17 relative à la tutelle administrative de ces terres, adoptée en juillet dernier, est venue dépoussiérer une loi remontant à 1919. L'article 6 du nouveau texte prévoit que les membres des communautés, hommes comme femmes, jouissent de la propriété collective de l'usufruit (sans préciser pour autant que cette répartition doit se faire sur un pied d'égalité). « Nous avons préconisé la mobilisation des terres sousséniennes pour la réalisation de projets d'investissements agricoles », a déclaré le roi.

**La formation professionnelle, une priorité**

L'industrie a longtemps été au cœur des déclarations du top management de l'État marocain. Mais le monde rural semble s'être rappelé au bon souvenir de ce dernier. En effet, Mohammed VI a lié ce sujet à celui de la formation professionnelle, autre volet important de ce discours, déjà discuté par le roi en octobre 2018, lors d'une séance de travail « consacrée à la mise à niveau de l'offre de formation professionnelle au Palais royal de Rabat ».

« Je ne me laisserai jamais de mettre en avant le rôle de la formation professionnelle, du travail manuel dans l'insertion des jeunes. Sont concernés : les métiers de l'artisanat, qui assurent aux praticiens un revenu décent et une vie digne ; les industries agro-alimentaires et les professions agricoles, qui devraient être implantées dans les zones de production, en fonction des ressources de chaque région ; enfin, la formation de compétences nationales dans les secteurs du tourisme, des services et dans les nouveaux métiers du Maroc comme l'industrie automobile, l'aéronautique, les nouvelles technologies », a énuméré mardi le souverain.

Alors que les Forces armées royales (FAR) ont accueilli cette semaine les premiers appelés du service militaire, Mohammed VI a également déclaré que « l'obtention du baccalauréat et l'accès à l'université ne constituent pas un aboutissement en soi. Ce sont des étapes dans le parcours académique. Ce qui importe vraiment, c'est d'acquiescer une formation qui ouvre des perspectives d'insertion professionnelle et de stabilité sociale. »

**Jeunesfrisque.com**

RENOUVELLEMENT DES ORGANES DU BURIDA

L'élection des membres des collèges de l'assemblée générale a eu lieu hier

Malgré quelques perturbations, le rendez-vous a été respecté. Comme annoncé, l'élection des membres des sept collèges devant constituer l'Assemblée générale du Bureau ivoirien du droit d'auteur (Burida) a eu lieu, hier, à l'auditorium de Caïstab. Mais, l'ouverture des bureaux de vote a été légèrement retardée par des manifestations de colère de certains artistes qui réclamaient le report de l'opération. A leur tête, Bilé Didier, Pat Sako (Espoir 2000) et Dan Log. « Ces élections ne peuvent se tenir dans les conditions actuelles. Les artistes sont en deuil, nous pleurons encore la disparition de Dj Arafat » a justifié Bilé Didier, avant d'ajouter : « Nous exigeons la toilette des textes du Burida avant une quelconque élection, ainsi que la publication du rapport d'audit de la gestion de l'équipe dirigeante actuelle du Burida. Un audit qui a coûté plus de 53 millions de FCFA aux artistes ivoiriens. L'ex-leader des « Parents du campus » a dénoncé ce qu'il considère comme un « empressement à aller à des élections ». « Cela cache quelque



Les artistes ont élu leurs représentants dans les différents collèges devant constituer l'Assemblée générale (Ph dr)

chose », a-t-il dit. Pour Me Olivier Amalaman, avocat à la cour et président du comité d'organisation, « ces revendications ont sans doute des raisons d'être, mais ne reposent sur aucune base légale ». « Nous ne pouvons pas reporter ces élections dont les dates ont été depuis longtemps validées par le conseil d'administration du Burida », a-t-il tranché. Cette consultation électorale revêt, à l'en

croire, une importance capitale dans la mesure où elle entre dans le cadre du fonctionnement normal d'une société de gestion collective telle que le Burida, qui prévoit un renouvellement de ses organes tous les quatre ans. « Si ces élections ne se tiennent pas ce jour, dans les échéances prévues par la loi, le Burida se retrouverait dans une situation de blocage. Car nous serons forcés dans le pro-

gramme de renouvellement des organes de fonctionnement du Burida. Nous risquerons de créer un vide juridique, qui provoquera une crise plus grave » a prévenu Akpatou Serge, directeur général par intérim de cette structure. En hommage à Arafat, le Burida doit, à ses yeux, démontrer sa solidité et aller de l'avant pour enrichir davantage les artistes. « Arrêter les activités du burida à cause du décès de Dj Arafat, malgré notre respect pour sa mémoire, ne serait pas justifié juridiquement ou légalement » a insisté M. Akpatou. Non sans appeler les contestataires à se rendre dans les bureaux de vote pour participer aux élections. « La politique de la chaise de ne paie pas » leur a-t-il conseillé.

Un avis que partage Noël Dourey qui pense qu'aller au vote n'est pas un reniement de la douleur de la mort de Dj Arafat. « En organisant mieux le Burida, nous ferons honneur à la mémoire d'Arafat », a-t-il ajouté. Au nom du ministre de la Culture et de la Francophonie, M. Ouattara Féligué a invité toutes les parties au dialogue et à des élections apaisées, crédibles et acceptées par tous. « Il faut que les artistes sortent des querelles de chapelle. Ce sont eux-mêmes qui ont demandé la tenue de ces élections, maintenant que le processus est engagé, il faut le mener à son terme en restant uni » a plaidé le représentant du ministre Maurice Bandaman. Pour ce scrutin, le comité d'organisation a reçu 542 candidatures pour les 7 collèges, dont 341 ont été retenues pour les 210 postes qui composent l'Assemblée générale du Burida. Les dépouillements ont eu lieu dans la soirée au moment où nous mettions sous presse.

MB

PRIX IVOIRE 2019

Voici les 5 ouvrages retenus pour la finale

OUVRAGES NOMINÉS PRIX IVOIRE 2019

tique. « Ici, les soldes je n'y crois pas trop. On a l'impression que toute l'année il y a des soldes quand on se rend dans les magasins. Du coup quand la période officielle des soldes arrive, on ne sent pas l'impact ; ça passe inaperçu », explique notre interlocuteur. Et de poursuivre : « On a l'impression que ce sont juste des mots pour attirer la clientèle. Sous d'autres cieux, on sent un certain engouement. Pour attirer davantage les populations, qu'on fasse plus de publicité pour qu'elles se ruent dans les magasins pour profiter des soldes ». Dans une boutique de jouets, nous abordons une mère de famille en compagnie de son enfant et d'une autre dame qui doit faire office de nounou.

Occasion pour faire des achats

Pour elle, certains articles sont abordables quand d'autres sont un peu chers malgré les soldes. Elle souhaite plus de réduction sur les jouets. « A part les produits pour les enfants que je trouve un peu cher, le reste ça va. Surtout les chaussures et autres articles pour les femmes », confie-t-elle. Sur les prix, Mlle Mélissa Dou et l'amie qui l'accompagne soutiennent qu'il y a une baisse. « On est déjà

passé avant les soldes. On constate que les prix ne sont pas les mêmes, il y a eu une baisse. C'est une bonne occasion pour faire des achats », témoigne Mlle Dou. Dans le supermarché, il y a également des promotions sur des cahiers et tenues scolaires. Toujours dans la même commune, l'heure est également aux soldes avec des réductions de plus de 70%, dans cet autre hypermarché où nous nous rendons par la suite. Les écritures de réduction de prix sont autant d'incitations à l'achat. Mais pour Mme Diomandé que nous avons rencontrée dans un magasin, les soldes sont sélectives. Elle aurait souhaité des soldes sur les meubles d'autant plus que, affirme-t-elle, elle en a vu, un peu partout, sur des produits de premières nécessités. Au cours de notre périple dans les magasins et grandes surfaces, ce n'est pas le grand engouement constaté sous d'autres cieux pendant les soldes. « Le manque d'information, l'incertitude et les habitudes de consommation sont entre autres les causes de cette relative faible affluence », explique un vendeur rencontré dans une grande surface de Cocody. Cette deuxième période de ventes solides de l'année, débutée le 1er août dernier, prend fin le samedi 31 août. YK

REPORTAGE / DEUXIÈME PÉRIODE DES VENTES SOLDES

Des réductions de 90% dans certains magasins

YVES KALOU

L'offre est alléchante. Au dessus de belles chaussures disposées à l'intérieur d'une baie vitrée se trouve un écriteau sur lequel est inscrit en grand caractère et en rouge vil -70% (de réduction). Difficile d'y résister. La lueur fugace que nous surprenons dans le regard d'une jeune dame arrêtée devant la boutique montre qu'elle est prête à céder à la tentation. Et les instants qui suivent nous donnent raison. En effet, notre inconnue entre dans la boutique où une vendeuse l'accueille avec un large sourire commercial. Ce mercredi 21 août 2019, un supermarché sis à Marcory vit la deuxième période des ventes solides de l'année. On aperçoit, de part et d'autre, le mot « solide » écrit dans des couleurs vives pour attirer la clientèle. Et surtout le montant des réductions qui vont de 20% à... 90%. Vêtements, sacs à mains, jouets, ustensiles de cuisine en bois, appareils électroménagers, lunettes et divers autres



Les grands magasins sont dans le mouvement des ventes solides. (Ph. Tano E.)

articles connaissent une baisse parfois substantielle de leur prix. Nous visitons les différents rayons pour voir les prix des articles. C'est dans cet exercice que nous rencontrons Dia-

baté Tidiane, un panier en main contenant un ventilateur qui coûte 12.900 FCFA. Pour lui, les soldes sont une opportunité à ne pas rater même s'il se montre un peu sceptique.

BILAN DU 1ER SEMESTRE 2019

Plus de 85 milliards de chiffres d'affaires déjà pour la Lonaci

Y.SANGARÉ

Un début d'exercice 2019 très prometteur. Au 30 juin 2019, la Loterie nationale de Côte d'Ivoire a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 85 milliards de FCFA contre 42 milliards l'année dernière à la même période. Soit un taux de croissance de 100,72%. L'information a été livrée, hier, par son Directeur général, M. Dramane Coulibaly, lors de l'ouverture du séminaire bilan du 1er semestre 2019 du Plan de travail annexé au budget annuel (PTBA), à l'Ivoire Golf Club. « L'objectif de chiffre d'affaires initialement fixé par le conseil d'administration pour l'année étant de 105 milliards de FCFA, nous avons réalisé 80,95% de cet objectif annuel en six mois. Ce qui est une prouesse essentiellement due au loto, à hauteur de 52% », a souligné M. Coulibaly, tout en félicitant tous les acteurs de « cette réalisation exceptionnelle ». S'agissant des fonds alloués aux œuvres sociales en référence aux engage-



Selon le DG Dramane Coulibaly, la Lonaci a déjà réalisé 80,95% de son objectif annuel en six mois. (Ph Dr)

ments pris, il a révélé que leur montant s'élève à environ 700 millions de FCFA, soit près de 70% de taux de réalisation par rapport à la dotation d'un milliard de FCFA prévue au budget au titre de la Fondation Lonaci. « Cela traduit une exécution volonta-

riste en vue d'accroître notre niveau d'intervention dans ce domaine. Ce pari sera gagné », a promis Dramane Coulibaly. A l'en croire, des efforts ont été également faits pour renforcer l'équilibre du portefeuille des produits. Ainsi, à mi-parcours de l'exer-

cice 2019, la contribution du PMU est de 27%. Faut-il le rappeler, à l'élaboration du PSD en 2012, les activités de la LONACI dépendaient du PMU à plus de 95%. Aujourd'hui, c'est le loto qui représente la contribution la plus élevée à hauteur de 52%. « Mon analyse est que, si la forte dépendance à l'égard d'un seul produit s'est fortement atténuée, il n'en demeure pas moins que la contribution du grattage (1%) est très insuffisante voire insignifiante. Nous devons donc rechercher un équilibre dynamique, basé sur une croissance soutenue et une contribution significative de chaque famille de produits », a, toutefois, relevé le Directeur général de la Lonaci. Autre chantier qui lui tient à cœur : la certification, en cours actuellement, et dont le niveau de réalisation est d'à peu près 20% soit 16 activités réalisées sur 87 prévues. C'est pourquoi, il a invité tous les acteurs et en premier lieu le service Qualité, à plus d'engagement. De même, il a demandé à l'équipe projet de la digitalisation de conduire ce chantier à une bonne fin

dans les meilleurs délais. Poursuivant, il a affirmé que les sociétés à participation publique majoritaire sont amenées à souscrire à un contrat de performance avec l'Etat. Ce document permet, à l'en croire, de faciliter le contrôle de l'Etat sur l'affermissement de la gouvernance et d'une rationalisation optimale de la gestion de la chose publique. « En outre, un prix du meilleur manager d'entreprise publique est envisagé. Les critères de désignation sont à l'étude au niveau de la Direction générale du Portefeuille de l'Etat. Sachez que tous les dirigeants des sociétés détenues majoritairement par l'Etat, seront d'office candidats à ce concours. Cependant c'est au niveau de la gouvernance interne que nous devons faire des efforts, surtout au niveau de la gestion de nos agences », a conclu le DG de la Lonaci. Ce conclure, qui enregistre la participation du comité de direction, des chefs de service et d'agence de la Loterie nationale de Côte d'Ivoire (Lonaci), vise à faire le bilan du Plan de travail annexé au budget annuel (PTBA) durant le 1er semestre 2019. Les travaux s'achèvent ce jeudi 22 août. YS

BOUAKE/ RECONSTRUCTION DU GRAND MARCHÉ

# Le financement est bouclé

**COULIBALY SOULEYMANE,  
CORRESPONDANT**

Plus rien ne devrait constituer un blocage au démarrage imminent des travaux de reconstruction du grand marché de la deuxième ville ivoirienne. Gilles Huberson et Adama Koné, respectivement ambassadeur de France et ministre de l'Economie et des Finances, ont co-signé vendredi dernier, la convention de financement desdits travaux. Et ce, en présence du Pre-

mier ministre Amadou Gon Coulibaly. Cette information, le premier magistrat de la commune, Djibo Youssouf Nicolas, l'a partagée samedi dernier, avec l'ensemble de ses collaborateurs et les populations. C'était à l'occasion de la 4ème session du conseil municipal tenue dans la salle de mariages de la mairie. A en croire le maire, la convention a été signée grâce à la volonté du président de la République Alassane Ouattara et du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly qui ont permis de lever tous les obstacles dressés sur le chemin.



Le maire de Bouaké a exprimé sa gratitude au Président de la République et au chef de gouvernement. (Ph. DR)

C'est pourquoi il a rassuré les populations et le conseil municipal que tout est bien parti pour que les délais initialement arrêtés soient respectés.\* Le financement du marché est bouclé, les résultats des appels d'offres sont attendus le 16 septembre et en octobre on pourra désigner l'entreprise ou le groupement de sociétés en charge de la reconstruction de notre marché. On pourra commencer véritablement les travaux en décembre au plus tard\*, s'est-il réjoui. Heureux et fier de cette nouvelle, le conseil municipal a décidé à l'unanimité, d'aller incessamment dans la capitale économique, exprimer sa reconnaissance et son infinie gratitude au président de la République et au chef de gouvernement. CS

# Le conseil régional adopte un budget primitif de plus de 2 milliards en 2019

**MACK DAKOTA,  
CORRESPONDANT**

Le conseil régional du Poro dirigé par Coulibaly Tiémoko Yadé a tenu sa 2ème session ordinaire, le vendredi 26 juillet dernier à Korhogo. Dans un programme aux activités multiples, l'instance de développement régional a adopté pour l'exercice 2019, un budget primitif qui s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de 2212 750 000 FCFA. Le président Yadé a précisé que ce budget accorde ses priorités à l'éducation, à la santé, à l'électrification, au reprofilage des

voies entre les villages et aux actions sociales. Le banquier de formation a dit sa satisfaction face au pourcentage des investissements (29,10%) supérieur à celui du fonctionnement (27,74%). Les travaux de cette session ont indiqué pour les deux trimestres écoulés des recettes recouvrées de 475 063 617 FCFA soit 21,47% des recettes globales et des dépenses engagées d'un montant de 86 212 292 F CFA pendant la même période, soit 3,89% des dépenses totales. Le président de la région a aussi félicité les structures qui contribuent au développement harmonieux de la région. Pour les accompagner, le

conseil régional a apporté un appui d'un montant total de 21,5 millions de FCFA à 13 structures qui opèrent dans plusieurs domaines par des remises de chèques dont les montants varient entre 500 mille et 10 millions de FCFA. Il s'agit des services de sécurité, de ceux qui contribuent au rayonnement touristique et culturel de la région et à l'emploi des jeunes et des femmes, en l'occurrence, la plateforme des services (PFS) qui a reçu sa subvention annuelle de 10 millions de francs CFA cette année. Au terme des travaux, le président TiémokoYadé a réitéré son ambition de redonner à la région du Poro son



Le président Tiémoko Yadé (en costume) a réitéré son engagement de redonner à la région de Poro son lustre d'antan. (Ph. DR)

lustre d'antan, en relouvant le défi qui est celui de la hisser au rang de grenier national et de première des-

tinution touristique de la Côte d'Ivoire.

MD

HADJ 2019

# Les 107 pèlerins de Sotra Tourisme sont de retour

**ZANA COULIBALY**

Les pèlerins de Sotra Tourisme sont de retour. Les 107 musulmans, partis en terre sainte par le biais des services de Sotra le 4 août dernier, pour le 5ème pilier de l'Islam, sont arrivés mardi dernier dans l'après-midi à bord du vol Emirates EK 787. Ils ont été accueillis par le directeur général Mété Bouaké, accompagné par plusieurs membres du comité de direction. Pour cette édition, Sotra Tourisme a mis la barre haut pour la sécurité et le

confort des pèlerins. Déjà, avant leur départ, ceux-ci ont pu bénéficier de séances de formation et d'un encadrement psychologique pour se préparer au Hadj. Du point de vue organisationnel, tout a été prévu au millimètre près, comme en témoignent les pèlerins. « Tout s'est bien passé, je félicite Sotra Tourisme pour l'organisation. Tout s'est très bien passé. Bravo Sotra Tourisme », s'est réjoui M. Alaté Wakili, directeur d'un organe de presse, quand une autre pèlerine exprimait toute sa joie d'avoir été du contingent : « Tout



Les pèlerins ont été accueillis par le Dg de la Sotra

s'est très bien passé avec Sotra Tourisme, tout a été très bien organisé. Nous sommes heureux, nous sommes partis et revenus dans de très bonnes conditions et Dieu merci toutes les étapes ont été suivies selon le programme établi. Nous avons surtout apprécié l'accompagnement religieux. J'invite tous ceux qui désirent faire le pèlerinage à la Mecque à le faire avec Sotra Tourisme « Pour l'an prochain, Sotra Tourisme fixe son quota pour le Hadj à 200 pèlerins. Mais avant, l'entreprise qui a désormais l'expertise pour les pèlerinages religieux, organise son premier pèlerinage chrétien à Lourdes, Lisieux et Paris, en France, du 18 au 28 octobre 2019. « Les inscriptions ont débuté et le nombre minimum de pèlerins est de 50. Nous espérons aller au-delà... », a annoncé le directeur de Sotra Tourisme, Tanoh Sylvain- ZC

INTERVIEW/ BOKO BROU SYLVESTRE MICHAEL (PCA DE LA MUPEMENET-CI) :

# "Nous ferons en sorte que chaque enseignant ait un toit avant sa retraite"

Le nouveau président de la Mutuelle des personnels du ministère de l'Éducation nationale de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle (Mupemenet-CI) a enfin retrouvé son fauteuil. Et ce, après une bataille menée contre l'ancien Pca Cissé Vacaba qui, malgré sa défaite à l'Assemblée générale mixte du 15 avril dernier, a refusé de céder le fauteuil au vainqueur, Boko Brou Sylvestre Michael. Ce dernier, dans cet entretien, dévoile ses priorités et décide de tendre la main à ses adversaires d'hier.

**INTERVIEW RÉALISÉE PAR ANZOUMANA CISSÉ COLL MB (PH TANO. E)**

**Le Patriote :** Vous êtes le nouveau président du conseil d'administration de la Mutuelle des personnels du ministère de l'Éducation nationale de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle (Mupemenet-CI) et vous avez été récemment installé dans votre fauteuil. Quels sont les sentiments qui vous animent ?

**Boko Brou Sylvestre Michael :** C'est un sentiment de joie et de bonheur. Mais je ne suis pas totalement à l'aise parce que tout le conseil d'administration n'est le conseil d'administration n'est pas réuni. Je voudrais vous faire noter que dès notre prise de fonction, nous avons entrepris des démarches de sorte à ramener nos camarades dans la maison commune que nous avons construite ensemble grâce à nos efforts depuis 2014. Mon objectif, c'est de faire en sorte que nous ne soyons pas divisés.

**LP :** Où en êtes-vous avec ces démarches ?

**BBSM :** Au niveau des démarches, je puis vous affirmer que les résultats sont satisfaisants. Il y a pratiquement trois semaines, à la demande des délégués des 36 régions, nous nous sommes rencontrés à Yamoussoukro, pour échanger sur l'avenir de la mutuelle. Ils ont eux-mêmes assuré leurs déplacements et leurs frais de séjour. Cela explique l'intérêt qu'ils portent à cette mutuelle et à leur nouveau président du conseil d'administration.

**LP :** Sous quel sceau placez-vous votre mandat ?

**BBSM :** Nous plaçons notre mandat sous le sceau de la réconciliation. Nous devons faire en sorte de réconcilier les mutualistes avec leur mutuelle. Mais l'immobilier qui nous tient à cœur ne sera pas ignoré. D'ailleurs, c'est l'un des projets phare de notre mutuelle. Pour rappel, la Mupemenet-ci a été créée pour deux objectifs majeurs. Le premier, c'est la santé. La tutelle a déboursé assez d'argent pour non seulement mettre en place cet outil de solidarité, mais également pour que les enseignants se soignent dans de bonnes conditions. Le deuxième objectif est relatif à l'immobilier. L'objectif essentiel, c'est de faire en sorte qu'un enseignant qui est appelé à faire valoir ses droits à la retraite puisse avoir un toit. Nous allons tout faire pour qu'un enseignant



• Nous continuons de tendre la main à nos camarades •

qui parte à la retraite puisse avoir sa maison. Nous avons des partenaires qui sont déjà là. Je puis vous rassurer que très rapidement le projet immobilier verra le jour. Tous ces opérateurs et partenaires qui ont pris attache avec nous, nous ont proposé des produits qui rencontrent notre assentiment. C'est-à-dire le projet de location-vente. Un enseignant aujourd'hui ne peut pas acheter une maison cash, encore moins s'acquitter de son apport initial. C'est pourquoi nous ferons tout ce qui est de notre pouvoir pour bien ficeler le dossier de location-vente. Et nous ferons en sorte que le paiement ne pèse pas sur le salaire de l'enseignant.

**LP :** Il semble qu'il y aurait eu une signature de convention relative à un projet immobilier avec l'ancienne équipe dirigée par Cissé Vacaba. Qu'en est-il ?

**BBSM :** Tout comme l'État, une mutuelle est une continuité. Ce sont les mêmes administrateurs qui sont là. Nous avons simplement changé la tête c'est-à-dire le président du conseil d'administration. Nous allons ouvrir les dossiers laissés par mon prédé-

cesseur pour voir le contenu des différents projets.

**LP :** Vous avez lancé un appel à certains administrateurs pour qu'ils regagnent leur poste. Y a-t-il eu des oppositions ?

**BBSM :** J'invite tous les administrateurs à reprendre leur poste. Le train est encore à la gare et ceux qui veulent venir qu'ils viennent. Mais une fois que le train quitte la gare, ce sera difficile de le rattraper. Nous continuerons à leur tendre la main. Le directeur général Achille Gauze et moi avons rencontré le Pca sorti, Cissé Vacaba. Il nous a rassurés qu'il regagnera incessamment le conseil d'administration. Mais nous lui avons également dit que sa parole doit être actée en formulant une demande écrite et en y associant la liste de ses besoins. Juste pour une question de traçabilité. Mais jusque là rien. Nous l'attendons toujours. Il ne manque que Zadi Gnagna. Je ne sais pas exactement son problème. J'ai même rencontré certains de ses proches. Nous sommes sur le bon chemin. Des camarades savent ce que j'ai fait pour eux. Ils connaissent le parcours que nous avons fait.

**LP :** Avez-vous tous les leviers aujourd'hui pour travailler sereinement ?

**BBSM :** Oui, nous avons tous les leviers pour travailler. Le directeur général est là. Il constitue la pièce maîtresse de cette structure. Nous sommes déjà rentrés en contact avec M. Cissé Vacaba. Je tiens à vous préciser que tout le conseil d'administration est en place. Le Dg est un technicien, il est à son poste et nous n'avons pas de problème avec lui. Tous nos comptes bancaires sont intacts. Aujourd'hui, nous sommes en phase avec lui et les prestations se déroulent très bien. Les fournisseurs sont toujours payés. Mais au niveau du conseil d'administration, c'est un problème purement politique. Le directeur général est obligé de travailler avec l'équipe qui vient.

**LP :** Que devient la Mutuelle générale des enseignants de Côte d'Ivoire (Mge-CI) créée par le camp de Cissé Vacaba le camp de Cissé Vacaba en remplacement de la Mupemenet-CI ?

**BBSM :** Je suis très heureux car je suis le président de deux mutuelles et ce par rapport à l'ordonnance. Je suis président de la Mupemenet-CI et de la Mge-CI. En voulant me faire du mal, ils m'ont offert deux mutuelles. Fondamentalement rien n'a changé, c'est la même mutuelle.

**LP :** Est-ce que les prestations se déroulent normalement ?

**BBSM :** Il y a eu juste un petit bouleversement. Mais tout est entré en ordre. Les prestations se déroulent sans accroc. Nous sommes en train de tout mettre en œuvre pour que les prestations soient payées dans les meilleurs délais. Nous avons entamé un inventaire. C'est un processus qui ne peut se faire sur un ou deux jours. Je tiens à vous rassurer que les mutualistes bénéficieront correctement des prestations. Qu'ils sachent qu'ils ne pourront pas bénéficier d'une telle prise en charge à moindre coût ailleurs, tant au niveau de la couverture sanitaire que des médicaments. Je connais des assurances maladies dont les cotisations des adhérents sont estimées à 50.000 FCFA. A la Muge-CI par

exemple avec Ivoir'Santé, vous payez 25000 FCFA si vous êtes âgés de 40 ans. Mais à la Mupemenet-CI, il n'y a pas de distinction d'âge. Nous avons décidé de mettre l'accent sur la bonne couverture santé de nos mutualistes et ayants-droit.

**LP :** Certains racontent que la mutuelle est sous tutelle ?

**BBSM :** Oui cette mutuelle est sous tutelle. Car, c'est la tutelle qui l'a créée et elle doit veiller au bon fonctionnement de cet outil de solidarité. Si d'aventure les prestations ne sont pas payées et que les mutualistes ne bénéficient pas de ces prestations, naturellement, ils vont aller à la grève. Et c'est le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle qui va en pâtir. Pour cela, il faut que nous soyons intelligents pour savoir ce que c'est quelqu'un qui a mis en place cette mutuelle.

**LP :** Selon des mutualistes, le directeur général de la Mupemenet-CI percevrait un salaire de 5 millions de FCFA chaque fin de mois. Quels commentaires ?

**BBSM :** Lorsque la mutuelle a été créée en 2014, nous étions comme des aspirants dans le conseil d'administration, pour ne citer que Zadi Gnagna et moi. Nous avons appris que le Dg était payé à 1,5 million de Fcfa. Nous sommes des enseignants et nous voulons améliorer notre condition de travail. Il y a des gens qui ont fait n'importe quoi. Quand nous leur posons la question de savoir ce qui était, ils nous répondent de façon lapidaire. Comprenez que c'était un deal entre eux. Nous étions dans un système de volontariat qui n'a pas pris, donc il fallait attirer les gens et adhérer. Je pense que ce problème devrait nous préoccuper que de passer le temps à parler de salaire. C'est là que nous avons été ignorants. En réalité, c'était 7 millions qui étaient prévus pour eux. Nous avons laissé passer certaines choses. Cependant nous ne sommes pas responsables de ce qui s'est passé. Nous entendons reviser les salaires de façon générale. Ce, pour rétablir une certaine justice.

AC & MB

**JOINDRE LE SERVICE COMMERCIAL**

**01-30-63-99 / 05-02-34-13**

**01-21-17-31 / 40-00-60-64**

## DÉSIGNÉ MEILLEUR ADMINISTRATEUR DES STRUCTURES D'ÉTAT Le patron de la Nouvelle Psp a reçu son prix

Le Prix panafricain Ics 2019 du "Meilleur administrateur des structures d'Etat de la Côte d'Ivoire" et de la "Meilleure structure d'Etat du pays" a été officiellement remis le vendredi 16 août 2019 à l'heureux récipiendaire qu'est le professeur Ange Désiré Yapi, directeur général de la Nouvelle pharmacie de santé publique (Npsp). L'hôtel Ivoire d'Abidjan-Plateau, cadre de la cérémonie, a accueilli du beau monde à cette occasion. Charles Sandé, directeur général de l'inter-africaine de communication et de sondage (Ics), structure ayant récompensé d'augustes personnalités tant de la Côte d'Ivoire que du continent, a égrené les multiples actions du patron de la Nouvelle Psp. «Le professeur Yapi a su mettre en place une plateforme d'échange avec les partenaires techniques et financiers pour la mise en œuvre de projets de développement de la Nouvelle Psp. Avec ses équipes, il a initié avec succès une démarche de planification stratégique qui a donné des résultats très satisfaisants. La Centrale d'achat de la Nouvelle Psp a ainsi obtenu la



Le Dg de la Npsp recevant son prix des mains de Dg d'Ics (PH. OUI)

certification iso 9001 depuis 2015», a-t-il relaté. Le responsable d'Ics a aussi mis l'accent sur la "gestion rigoureuse et efficace" des comptes de la Centrale d'achat. «Aujourd'hui, la Nouvelle Psp se porte bien avec plus de 2 milliards de Fcfa de résultat net», a fait savoir Charles Sandé. Autre raison de l'attribution de ce prix au professeur Yapi, ce sont les actions sociales au profit des travailleurs notamment une couverture maladie à 90% et une retraite complémentaire. Le Dg

d'Ics a enfin dévoilé les futurs projets du patron de la Nouvelle Psp à savoir l'ouverture d'une nouvelle agence à Bouaké, pour un coût de 6 milliards de Fcfa et d'autres à Korhogo, Abengourou et Gagnoa. C'est à l'ensemble de ses collaborateurs que le professeur Yapi a dédié son prix, non sans exprimer sa gratitude au chef de l'Etat, au Premier ministre et au ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.

F.S. info sercom

l'ex-leader étudiant. Il a salué une «démarche africaine, ivoirienne» de la part du Pdci et de son président. «La Côte d'Ivoire est un tout qui a besoin de tous», a émis Blé Goudé. «Nous devons tout mettre en œuvre pour ne plus connaître une crise... Aucune ambition politique n'est au dessus de

Charles Blé Goudé était notamment assisté de son directeur de cabinet, Diaby Youssouf. A La Haye, l'ancien leader étudiant reçoit à longueur de journées des visiteurs, dont de nombreux acteurs de la politique ivoirienne.

Venance KOKORA

## EGLISE AMBASSADE DES MIRACLES Une convention internationale pour conduire les femmes à la bénédiction

La Convention internationale des femmes membres de l'église Ambassade des miracles baptisées "femmes de miracle", s'est ouverte le mardi 20 août 2019, dans l'enceinte de l'église mère sise à Abidjan-Cocody. Venues des quatre coins du monde, (Dubai, France, Burkina Faso etc), ces femmes se réuniront jusqu'au samedi 24 août 2019 pour célébrer Jésus. 4000 personnes sont annoncées à ce rendez-vous. Initiée par Tania Ouattara, épouse du bishop Idriss Ouattara, fondateur de cette église, cette convention se déroulera autour du thème: «femme sans limite». Selon l'initiatrice, la convention a pour objectif de réunir toutes les femmes de miracle afin de leur communiquer la vision donnée par le Père céleste. «Je crois et je sais que nous serons pour

l'Éternel, des évangélistes», a déclaré Tania Ouattara. Elle a souligné que cette convention sera une opportunité pour révéler à la femme qu'elle est une source de bonheur. «La bible déclare dans Proverbe 18 :22 que celui qui a trouvé une femme a trouvé le bonheur. Quelles que soient les difficultés de la femme, Dieu la qualifie de bonheur», a affirmé l'épouse du bishop Ouattara Idriss. Elle a par ailleurs fait savoir que cette activité permettra aux femmes, pendant ces quatre jours, de savoir qu'avant et après la création du monde, Dieu a mis en elles une force et a fait d'elles des femmes de valeur. «Dieu a mis en vous une force, regardez à la valeur que Dieu vous a donnée afin de réussir vos vies sur cette terre», a-t-elle conseillé.

Mariette KRAMOH(Stg)

HTTP://WWW.LINFODROME.CI

## SANTÉ PUBLIQUE / ALERTE ! Une mystérieuse maladie fait des ravages dans le nord Déjà plus de 30 morts enregistrés



Cette maladie mystérieuse a déjà endeuillé plusieurs familles (PH. OUI)

C'est la psychose dans la localité de Yérétiélé, dans le département de Dianra, région du Béré, depuis que des morts difficilement explicables se succèdent. C'est que depuis le mois de juillet dernier, une maladie des plus mystérieuses sévit dans cette partie du pays. Elle a déjà fait plus de 30 morts. Les populations ont peur et ne savent plus à quel saint se vouer. Le site

koaci.com qui donne l'information dans son édition d'hier mercredi 21 août 2019, cite le député de Dianra, l'honorable Gnangadjoman Kané qui a confirmé l'information. Mieux, il a confié au confrère en ligne avoir accompagné le mardi 20 août 2019, une équipe médicale conduite par le directeur départemental de la santé, Silué Nagnon, dans la localité de Yérétiélé pour s'enquérir de la situation. «Ce

mardi 20 août 19, nous avons accompagné une équipe médicale conduite par le directeur départemental de la santé, Silué Nagnon qui est à pied d'œuvre pour diagnostiquer la maladie afin de mieux secourir les populations», a-t-il déclaré. Cette maladie à en croire le parlementaire se manifeste par des œdèmes (gonflement) au niveau du visage, des constipations, maux de poitrine, des ballonne-

ments abdominaux, la fatigue générale, des vomissements suivis de décès. Une source proche du cabinet du ministre de la Santé a affirmé hier avoir eu écho de la situation qui prévaut du côté de Dianra. Espérons que les prélèvements

faits par l'équipe de la direction départementale de la santé sur le terrain permettent de diagnostiquer la maladie afin d'apporter une riposte adéquate, pour rassurer les populations gagnées par la peur.

Franck SOUHONE

## PROMOTION DES MATIÈRES SCIENTIFIQUES Yamoussoukro, capitale des mathématiques pendant 2 semaines

L'Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny (Inp-Hb) de Yamoussoukro abrite l'école mathématique africaine (Ema) et l'école mathématique de Yamoussoukro (Emy). Ces deux grands événements scientifiques de portée nationale et internationale organisés sous l'égide de l'Union mathématique africaine (Uma) et le Centre international de mathématique pure et appliquée (Cimpa) se dérouleront du 19 août au 1er septembre 2019. Outre les participants issus de 16 directions régionales de l'éducation nationale (Dren) et 24 établissements secondaires publics et privés de Côte d'Ivoire, l'Emy enregistre également des participants de l'étranger, notamment

internationale ; aussi de briser l'isolement des chercheurs africains en leur donnant la possibilité de se rencontrer, d'échanger et de partager leurs expériences et de mieux se connaître, identifier les étudiantes et étudiants talentueux susceptibles de faire une étude doctorale. La première Ema a eu lieu à l'université d'Antananarivo à Madagascar en 2011. Représentant le professeur Saliou Touré, président de la Société mathématique de Côte d'Ivoire (Smci), le docteur-ingénieur Jean Philippe Bakassa Traoré a dans son mot d'ouverture insisté sur l'importance des mathématiques dans la vie d'une nation. «Les mathématiques doivent être l'enjeu essentiel pour les pays africains. A l'instar des

## LUTTE CONTRE LA CÉCITÉ Une campagne d'opération gratuite de la cataracte initiée pour le grand nord

PROGRAMME NANSEN DE RECHERCHES MARITIMES ET OCÉANOGRAPHIQUES

# La Côte d'Ivoire félicitée pour ses efforts

La Fao et le Mirah présentent les acquis

Le navire de recherche dénommé «*Dr Fridtjof Nansen*», du nom du célèbre explorateur polaire norvégien a accosté au quai 4 du Port autonome d'Abidjan (Paa), en Côte d'Ivoire du 17 au 22 août 2019. Avant la poursuite de son périple en haute mer, une cérémonie de visite dudit navire a été organisée au Port d'Abidjan mardi 20 août 2019. Ce navire a été conçu dans le cadre du programme Eaf-Nansen pour la mise en œuvre de l'approche écosystémique dans la gestion des pêches en prenant en compte les impacts du climat et de la pollution. Il met un point d'honneur à l'utilisation du navire de recherche Dr Fridtjof Nansen qui constitue un outil essentiel pour soutenir les pays en développement au niveau de la recherche et la gestion des pêches dans leurs efforts pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le plan scientifique qui a été élaboré se divise en 3 axes à savoir renforcer la base de connaissance pour la gestion durable des pêches; appuyer l'amélioration des politiques et de la gestion des pêches en ligne avec autorisation européenne de pêche (Aep). Le dernier point consiste à développer les capacités au niveau institutionnel et les ressources humaines, notamment la promotion de l'égalité des genres. L'implication du gouvernement ivoirien, à travers le ministère des Ressources animales et



Sur le bateau et en avant plan Colonel Kodjo Alain, coordonnateur national du programme et Aron Hapolday, capitaine du navire Dr. Fridtjof Nansen et derrière eux Samy Gaiji représentant Fao Côte d'Ivoire et Dr Sirima Diawara du Mirah, dans le cadre de cette cérémonie. (Pb. M.A.)

halieutiques dans la mise en œuvre de ce programme, a été appréciée par le capitaine du navire, Aron Hapolday. Tout comme Dr Kwame Koranteng, consultant programme Aef-Nansen. «*Nous saluons le coordonnateur national du projet et le gouvernement de Côte d'Ivoire pour leur implication et les efforts consentis*», a-t-il félicité.

### LES RETOMBÉES EN CÔTE D'IVOIRE

Au nom du ministre des Ressources animales et halieutiques (Mirah), Dr Siriman Diawara a salué le soutien «*inlassable*» de la Fao à la Côte d'Ivoire dans sa quête d'asseoir une politique de gestion durable des ressources halieutiques. Présentant les ac-

quis du Projet Aep-Nansen 2 en Côte d'Ivoire, le collaborateur du ministre Adjoumani a rapporté que «*cette année 2019, deux autres protocoles dans le cadre du projet Aep-Nansen 2 ont été signés*». Le premier est le protocole d'accord portant appui à la mise en œuvre du plan de gestion de la pêche de senne de plage du littoral de Côte d'Ivoire. Le second est le protocole d'accord portant «*Conduite de la campagne transfrontalière d'évaluation des ressources halieutiques et des écosystèmes dans les eaux marines de la Côte d'Ivoire et du Ghana*» du 20 juillet au 18 août 2019 à bord du Navire de recherche Dr. Fridtjof Nansen avec dix (10) scientifiques de Côte d'Ivoire. C'est à travers ce dernier protocole que ce navire a fait escale au Port d'Abidjan. Dr Siriman

a relevé que la transversalité des problématiques et la nécessité de renforcer la collaboration entre les différentes institutions nationales intervenant dans la gestion des océans a motivé l'implication de 10 experts de Côte d'Ivoire dans cette campagne de recherche en mer. Ces experts sont issus des ministères de la Recherche scientifique; de l'Environnement, de l'Agriculture et du Développement rural. Ont également pris part à cette campagne, le Centre ivoirien d'Antipollution (Ciapol), le Centre de recherches océanographique (Cro), les Universités Nangui Abrogoua et Félix Houphouët-Boigny et le Laboratoire national d'appui au développement agricole (Lanada). Le représentant de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (Fao) en Côte d'Ivoire, Samy François Gaiji a rappelé que le nouveau programme Aef-Nansen 2 est parfaitement en cohérence avec l'initiative croissance bleue de la Fao. Il prend en compte la politique de développement, notamment le programme national de développement et des objectifs de développement durable (Odds). Concernant la Côte d'Ivoire, il dira que la présence de ce bateau intervient dans la campagne de recherche 2019 au niveau de la zone exclusive économique (Zee) de la Côte d'Ivoire. M. Samy François Gaiji a souhaité que les données collectées aident à relever les défis

liés à la gestion durable des ressources halieutiques. «*Que les travaux de recherches permettent à la Côte d'Ivoire de connaître le stock des espèces pélagiques (Ndlr/ poissons qui vivent dans les eaux proches de la surface ou entre la surface ou le fond marin) et démersales (Ndlr/ espèces qui vivent à proximité du fond) pour une gestion durable des ressources halieutiques*», a exhorté le représentant de la Fao en Côte d'Ivoire. Pour sa part, Colonel Kodjo Alain, coordonnateur national du programme a confié que cette escale en Côte d'Ivoire permettra le renforcement des capacités du personnel de recherche, le partage des informations sur l'environnement et les ressources au niveau régional et national, la conduite de campagne sur les ressources côtières en dessous de 30 mètres de profondeur et l'appui pour la formulation d'un plan de gestion sur les petits pélagiques transfrontaliers entre la Côte d'Ivoire et le Ghana. Les domaines visés sont le suivi des stocks de poissons pélagiques et démersaux, la recherche sur les cycles biologiques, les études des écosystèmes pour contribuer à la caractérisation des écosystèmes et à l'identification des habitats critiques et importants. Aussi bien que les campagnes océanographiques et la qualité environnementale.

Marcelle AKA

## GESTION DE LA MUGEF-CI

# Le comité de contrôle se donne les moyens de ses missions

Dans le but d'accomplir avec efficacité ses missions de contrôle telles que stipulées dans les statuts et règlement intérieur de la Mutuelle générale des fonctionnaires et agents de l'Etat de Côte d'Ivoire (Mugef-Ci), le comité de contrôle s'est retiré depuis le mercredi 21 août 2019 à Grand-Bassam. Pendant 3 jours, cet organe chargé du contrôle de la gestion de la Mugef-Ci va identifier les différentes tâches à exécuter pendant la période allant de la clôture de l'exercice à l'arrêt des comptes; définir les mécanismes de gestion de cette période et adopter un nouveau plan de présentation du rapport de contrôle de gestion aux élus de l'Assemblée générale. Relévant quelques difficultés enregistrées au cours des années antérieures, Isidore Besson Besson, Coordonnateur principal du comité de contrôle a informé au cours de la cérémonie d'ouverture de l'atelier de réflexion, l'engagement des membres dudit



Quelques membres du comité de contrôle chargé d'évaluer la gestion technique administrative et financière de la Mugef-Ci (Pb. B.B.)

comité à proposer un chronogramme précis de travail au conseil d'administration et à sa direction exécutive. Mieux, le coordonnateur principal du comité de contrôle a annoncé les innovations que l'organe de gestion entend imprimer au cours de cette mandature 2017-2021. «*Désormais, avant les sessions de l'Assemblée générale, les délégués auront des documents*

synthétisés leur permettant de comprendre le rapport du comité de contrôle afin d'en faire un compte rendu précis efficace aux mutualistes», a-t-il indiqué. Composé de membres élus par l'Assemblée générale parmi les membres participants et jouissant de leurs droits civiques et civils, le comité de contrôle a pour mission de contrôler la gestion technique, administrative et fi-

nancière de la mutuelle sociale selon les règles prudentielles, de vérifier la régularité des opérations comptables et la tenue régulière des livres comptables de la mutuelle sociale, d'élaborer un rapport de contrôle directe-

ment transmis à l'Assemblée générale et d'assurer le contrôle de la mutuelle au moins deux fois dans l'année.

Franck SOUHONE avec Sercom

## FÊTE DE GÉNÉRATION Le village de Songon Dagné en fête ce jeudi

Le village de Songon Dagné sera en fête ce jeudi 22 août 2019. La génération Tchagba dudit village célèbre, en effet, la fête de l'Alatchué, célébration qui annonce l'accession de cette génération au pouvoir. Selon le président du comité d'organisation de cette manifestation socio-culturelle, Magès Nangui, les Tchagba, après cette célébration, seront reconnus aptes à présider aux destinées de la communauté villageoise de Songon Dagné en succédant à la génération Dougbo, au pouvoir depuis maintenant 25 ans. «*Avant qu'une génération n'arrive au pouvoir, il faut faire l'Alatchué. C'est une fête historique*», a informé Magès Nangui, le mardi 21 août 2019, lors d'un entretien avec les médias à Songon Dagné. Placée sous le parrainage du ministre Albert Mabri Toikeusse, l'Alatchué est une célébration exceptionnelle que les Tchagba de ce village entendent réussir.

E.L.

JEUX DE HASARD

# Des réalisations de plus de 85 milliards fca exécutées au 30 juin 2019

Les travaux de la revue semestrielle de la Loterie nationale de Côte d'Ivoire (Lonaci) ont été ouverts hier, mercredi 21 août 2019 par le Directeur général (Dg) de ladite société, Dramane Coulibaly. Cette rencontre a servi de cadre pour dresser le bilan des activités de la société nationale de jeux au bout de six mois d'activités. Un exercice qui, selon le Dg, s'effectuera à travers le filtre d'évaluation du Tableau de bord managérial (Tbm). «Depuis le début de cette année, le Tbm nous sert d'instrument de pilotage du Plan de travail annexé au budget annuel (Pta)», a affirmé Dramane Coulibaly. S'agissant des résultats de l'entreprise, il a informé qu'au 30 juin 2019, les réalisations s'élevaient à plus de 85 milliards de fca contre 42 milliards de fca en 2018 à la même période ; les fonds alloués aux œuvres sociales en référence aux engagements pris sont estimés à fin juin 2019 à environ 700 millions de fca. Toujours au titre du bilan partiel,



Le Dg de la Lonaci, Dramane Coulibaly a fixé ses priorités avant la fin de l'année 2019 (Ph. DR)

la contribution du Pari mutuel urbain (Pmu) est de 27% et le loto qui représente la contribution la plus élevée se situe à 52%. Dramane Coulibaly a exhorté ses équipes à un engagement plus dynamique en vue de l'aboutissement des projets dont la mise en œuvre tarde. Il a annoncé à ses collaborateurs qu'au sortir de ce bilan à mi-parcours, des mesures seront prises en vue de corriger les faiblesses et les déficiences persistantes. Dramane Coulibaly a informé qu'à l'instar des sociétés

d'État, la Loterie nationale a signé un contrat de performance dont l'objectif est de faciliter le contrôle de l'État sur lesdites sociétés dans le cadre de l'affermissement de la gouvernance et d'une rationalisation optimale de la gestion de la chose publique. Prennent part à cette revue semestrielle qui s'achève aujourd'hui, jeudi 22 août 2019, les membres du comité de direction, les chefs de service et d'agence ainsi que les autres agents.

I.B.

CAMPAGNE 2019-2020 / ACHAT DE CACAO

## La date limite de demande d'agrément prorogée au 30 août

La date limite de demande d'agrément au titre de la campagne cacaoyère 2019 - 2020 pour les opérateurs désireux d'exercer en qualité d'acheteur, a été prorogée au 30 août 2019. «Passé ce délai, aucun dossier ne sera reçu et traité», informe le Conseil du café-cacao (Ccc), tel que rapporté par Koaci.com. Le délai de rigueur avait été initialement arrêté au 14 août 2019. Le Conseil du café-cacao souligne par ailleurs que la liste des pièces à fournir pour la constitution des dossiers est disponible sur sa plateforme numérique (son site internet). Ces informations s'adressent principalement aux délégations suivantes d'Abidjan, Abengourou, Aboisso, Adzopé, Agboville, Bongouanou, Daloa, Divo, Duékoué, Gagnoa, Man, Soubré, San-Pedro et Yamoussoukro. A noter à l'endroit des candidats que la procédure ini-

tiiale demeure inchangée, selon les consignes du Conseil, précisant par ailleurs à toutes fins utiles que seuls les dossiers complets seront réceptionnés et traités. Au terme du traitement des dossiers soumis, les opérateurs agréés seront les seuls habilités à acheter le cacao aux producteurs. Cela, dès le 1er octobre 2019, date de l'ouverture de la campagne.

Faut-il le rappeler, la production ivoirienne au titre de la campagne 2019 - 2020 est attendue à 2 millions de tonnes contre 2,3 millions de tonnes prévues pour la campagne 2018/2019.

Un sondage publié récemment par Bloomberg indique que les conditions météorologiques sont favorables, laissent présager une récolte abondante durant cette campagne qui va s'ouvrir dans un peu plus d'un mois.

Elysée LATH

# La Côte d'Ivoire 3 fois en or au Taekwondo

## Cissé Cheick conserve son titre

La Côte d'Ivoire réalise un excellent parcours dans le tournoi de Taekwondo de la 12e édition des Jeux Africains Rabat 2019. Hier mercredi 21 août, au Complexe sportif Prince MoulayAbdellah, les Eléphants taekwondo-ïns ont offert au pays ses premières médailles de la compétition. Précédés d'une bonne réputation, les Ivoiriens ont tenu leur rang dans ces jeux qui se tiennent dans la capitale marocaine. Au nombre de 5 athlètes engagés dans la compétition, 3 Taekwondo-ïns ivoiriens sont arrivés en finale. Gbané Seydou a offert la première médaille d'or à la Côte d'Ivoire. En finale, dans la catégorie des -87kg, l'enfant de Koumassi, très tactique dans sa prestation, a expédié sans grand peine l'Egyptien Khairy Salaheldine (11-3). Auparavant, Gbané Seydou, lentement mais sûrement,

a construit sa marche vers le podium en sortant d'abord, le Nigérien Dumarou Hamissou en quart, ensuite, le Nigerian Onofe Sunday.

Imitant son aîné, Coulibaly Bouma a explosé en finale des -49 kg, l'Egyptienne Abdelsalam Nour sur le score de 34-10 pour prendre la deuxième médaille de la Côte d'Ivoire. Elle a battu en quart de finale Adebayo Sekinat du Nigeria, ensuite Dharhri Ikhral de Tunisie en demi. Bouma s'est hissée en finale, au terme d'un combat à suspense au cours duquel elle a été menée d'abord. Mais l'ivoirienne a renversé la vapeur dans le dernier round en assurant une parité, avant de gagner le combat en sur le score de 26-23.

En tête des combattants ivoiriens, Cissé Cheick Sallah, champion olympique dans la catégorie des -80kg a terminé la



Cissé Cheick félicité par les autorités ivoiriennes après son exploit (Ph. A.C.)

travail en arrachant la 3e médaille d'or ivoirienne aux dépens du Marocain Mahboubi Achraf sur le score de 38 à 35. Détenant de la médaille d'or en 2015 aux jeux de Brazzaville, il conservé son titre en balayant ses

adversaires sur son passage pour se hisser en finale sous les ovations du public. Entre autres, le Soudanais Justin Luis en quarts de finale et le Nigérien Mahamadou Idrissa. Après le bon coup réalisé par Cissé et

coéquipiers, ce jeudi, d'autres taekwondo-ïns ivoiriens prennent le relais.

Alphonse CAMARA, Envoyé spécial à Rabat

CORRUPTION EN CÔTE D'IVOIRE

# Ce que disent les chiffres de la dernière enquête d'Afrobaromètre

Voici l'administration la plus corrompue

Le réseau Afrobaromètre a rendu publique son enquête 2019 sur la corruption en Afrique. Les chiffres en ce qui concerne la Côte d'Ivoire n'ont pas véritablement évolué positivement depuis la dernière enquête (2017).

Il ressort des résultats de l'enquête que 40% des Ivoiriens pensent que la corruption a augmenté au cours des 12 derniers mois. Une réalité que révèle l'étude et qui illustre ce niveau haussier de la corruption selon les enquêtes, est que 34% des usagers des services publics ont versé un pot-de-vin au cours de la période considérée. Et pendant que les Ivoiriens sem-



En Côte d'Ivoire, 40% des personnes enquêtées pensent que le niveau de corruption a augmenté. (Ph. Oly)

blent se plaindre de l'état de la corruption dans le pays, ils font le constat que le gouvernement ne lutte pas efficacement contre ce phénomène. 58% des répondants soutiennent cette version. Face à ce très peu d'engagement des gouvernants à mettre fin à ce fléau, les enquêtés pensent que les citoyens ordinaires peuvent

changer la donne dans la lutte contre la corruption. «Plusieurs conditions sont nécessaires pour parvenir à enrayer la corruption. Les personnes doivent pouvoir dénoncer la corruption sans risque, les sanctions doivent être justes, les Ong doivent pouvoir travailler librement et les citoyens doivent être en capacité de demander des comptes à leur gouvernement. Notre enquête montre que bon nombre des citoyens sont prêts et déterminés à faire face à la corruption même si toutes les conditions peinent à

être réunies», retient-on de l'analyse des données recueillies auprès de la population.

Si le taux de corruption global a été arrêté à 34% au titre de l'enquête 2019 d'Afrobaromètre, une stratification a été faite qui donne la perception des répondants sur le niveau de corruption dans les institutions nationales. Ainsi, l'on pourrait retenir que l'institution qui occupe la tête du classement est: «Forces de police» (49%), suivies des «chefs d'entreprises» (44%). La troisième place est occupée par les «fonctionnaires d'État» (33%), ensuite les «administrations locales» (32%), viennent les «juges et magistrats» (31%); les «parlementaires» (30%); la «présidence ou primature» (27%); les «Ong» (18%); les «hôpitaux et centres de santé publics» (16%); les «chefs traditionnels» (15%); les «chefs religieux» (13%).

Elysée LATH

## La Haute autorité pour la bonne gouvernance réagit

La Haute autorité pour la bonne gouvernance (Hagb) en Côte d'Ivoire a réagi au traitement fait du rapport 2019 de Afrobaromètre sur la corruption en Côte d'Ivoire. Le directeur du cabinet du président de cette institution, Dr Traoré Bakari, a animé une conférence, le mardi 20 août 2019, au cours de laquelle il a fait certaines précisions. A l'en croire, la Côte d'Ivoire a fait d'importants progrès en matière de lutte contre la corruption. Il en tient pour éléments justificatifs, les performances enregistrées par le pays et qui ont été confirmées par des organismes internationaux tels que Transparency international qui a «classé la Côte d'Ivoire parmi les trois pays au monde ayant réalisé les meilleurs progrès sur la période 2018 - 2019». Il a aussi fait appel à l'évaluation du Millenium challenge corporation pour qui le pays a également fait des progrès dans l'indice «lutte contre la corruption», «en sortant de la zone rouge de -0.39 en 2010 à 0.28 en 2019». Après avoir présenté ce tableau, Dr Traoré Bakari veut que les Ivoiriens retiennent que la Côte d'Ivoire a connu des progrès importants qui malheureusement n'ont pas fait l'objet de communication et de diffusion auprès des populations. Et que c'est ce qui explique sans doute le pourcentage de personnes qui pensent toujours que le gouvernement ne fait pas suffisamment pour la lutte contre la corruption. Il a terminé en indiquant que pour faire baisser le taux de corruption observée dans le pays, il va falloir amplifier la communication à travers la vulgarisation des bons résultats acquis.

E.L.

## BOUAKÉ / FILIÈRE BOUCHERIE ET CHARCUTERIE

# Les acteurs promettent l'assainissement du milieu

Élu le 18 août 2019 à Bouaké à la Chambre régionale de commerce et d'industrie du Gbèkè, Moumini Samaké, nouveau président du Syndicat national des bouchers et charcutiers de Bouaké (Synabcb), s'engage à redoubler d'effort pour contribuer à l'assainissement du cadre et à l'amélioration de la qualité de la viande de bétail sur le marché. «Le secteur de la boucherie est très mal organisé. Je veux œuvrer pour assainir notre milieu en démantelant tous les réseaux clandestins d'abattage de bétail à Bouaké», a-t-il déclaré. De plus, il a fait savoir qu'il existe encore des boucheries à Bouaké qui échappent aux contrôles d'hygiène des vétérinaires. Ce qu'il a jugé anormal. «Laissez prospérer ces abattages qui ne se font pas dans de bonnes conditions d'hygiène expose le con-



Moumini Samaké président du Synabcb, invite les bouchers à abattre les animaux dans de bonnes conditions d'hygiène.

(Ph. S.D.)

sommateur à de graves maladies», a affirmé le président

Samaké. Selon lui, la filière manque d'organisation. C'est pourquoi, il a décidé de procéder au recensement et à l'identification de tous les membres de l'organisation. «Le problème se pose au niveau de la non identification de nos membres, c'est ce qui explique la clandestinité dans laquelle évoluent certains bouchers», a déploré Samaké. Il a aussi fait savoir qu'aujourd'hui la filière compte au moins 500 acteurs répartis dans les marchés et quartiers de Bouaké. Les identifier avec une carte permettra de contrôler leurs activités. Il a par ailleurs, remercié les autorités municipales pour avoir réhabilité l'abattoir de Bouaké. Durant son mandat, Moumini Samaké promet de rétablir la confiance entre les bouchers et les consommateurs.

Simon DEBAMELA, à Bouaké

## FALSIFICATION DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

# Le GIPAC-CI fait une grave découverte et porte plainte

Qui a frauduleusement utilisé des documents administratifs du Groupement des importateurs de produits alimentaires congelés de Côte d'Ivoire (Gipac-Ci) ? En tous cas, au sein de cette structure où la découverte de cette forfaiture a été faite récemment, l'affaire fait grand bruit. Selon des sources proches du groupement, des individus de mauvais alois se sont servis d'une fausse en-tête, d'un faux cachet et d'une fausse signature du secrétaire exécutif du Gipac-Ci, Cissé Ladj Brahima, à des fins non encore élucidées. Les indécents ont réussi à faire du faux sur deux documents. Le premier est une correspondance ayant pour objet «Avis d'information et de publication au Journal officiel», avec des ampliations à des personnes nommément citées et le second est un extrait d'un Journal officiel non daté et sans aucune référence, portant Avis de commande d'audit. Le premier document semble s'adresser à des commerçants ou clients ayant ouvert des comptes de tiers de dépôt à vue dans les livres de certaines sociétés membres du Gipac-Ci, sur la période du 3 janvier au 30 décembre 2018, pour leur fourniture en poissons et viande congelés d'importation, soit directement, soit par imputation. Cette correspondance a permis de découvrir 143 comptes non déclarés, ce qui représente une valeur de 1. 813. 473. 400 Fcfa, débités sur des comptes de sociétés intermédiaires ou affiliées.

Du fait du débit de ce montant, le

solde du groupement devient débiteur du même montant et un audit a été commandé par l'assemblée générale tenue le 19 janvier 2019. Des sources proches du Gipac-Ci, le support ayant servi à faire cette correspondance est faux, la plupart des éléments distinctifs du groupement ayant été manipulés ou falsifiés: l'en-tête contenant le logo est une pale copie, le numéro de téléphone mentionné n'est pas celui du groupement, le cachet n'est pas conforme et la signature du secrétaire exécutif est une imitation grossière. Le secrétaire exécutif, apprend-on de sources sûres, n'a aucun pouvoir pour initier des opérations commerciales ou financières comme décrites et en plus le groupement n'entretient aucune relation commerciale ou financière avec un quelconque de ses membres, en vue de garantir ou faciliter des opérations d'achats ou de fournitures de marchandises. Les opérations décrites dans les deux documents ne sont aucunement permises par les statuts du groupement, qui est une organisation patronale créée sous la forme d'un syndicat avec pour mission essentielle de défendre et protéger les intérêts de ses membres. Pour préserver sa crédibilité aux yeux de l'opinion, le Gipac-Ci, qui dit n'être concerné ni de près ni de loin par «les agissements frauduleux d'individus mus par leur volonté d'escroquer ou arnaquer d'honnêtes citoyens», a décidé de porter plainte afin que les auteurs soient démasqués.

H.O

(Source: Sercom Gipac-Ci)



